BELLONA EUROPA

RESPONSE CONSULTATION

Octobre 2023

Stratégie Nationale Française CCUS

BELLONA EUROPA

STRATÉGIE NATIONALE FRANÇAISE CCUS

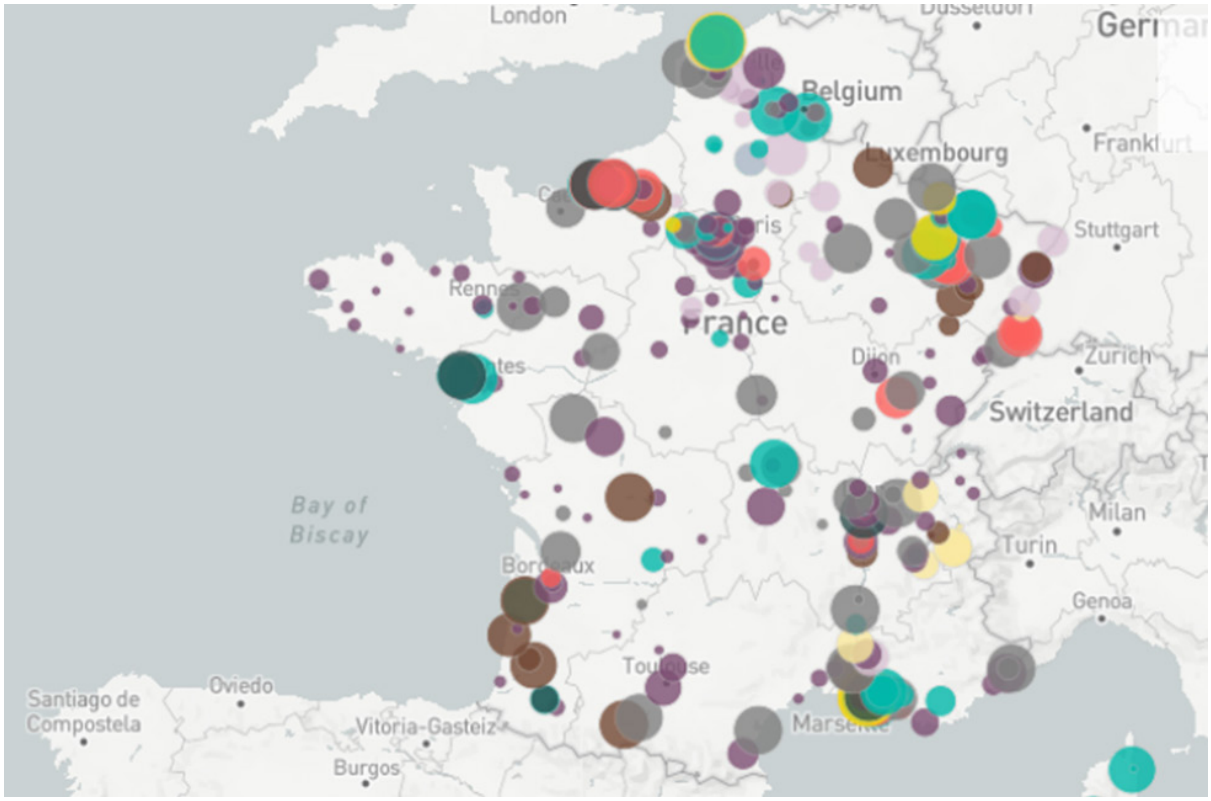
Le 23 juin 2023, le gouvernement Français a présenté une stratégie de capture, d'utilisation et de stockage du carbone pour la France lors d'une réunion du Conseil National de l'Industrie (CNI). À la suite de cette réunion, le gouvernement français a lancé une consultation sur sa stratégie nationale de CCUS.

Bellona applaudit le gouvernement français d'avoir pris des mesures proactives en vue de la création d'une chaîne de valeur du CO_2 sur son territoire national. Voici la contribution de Bellona au gouvernement français sur sa stratégie. Pour plus d'analyses et de recommandations sur les politiques climatiques européennes, consultez bellona.org/publications.

QUESTION 1 : LA TRAJECTOIRE DE DÉPLOIEMENT DE CCUS PRÉSENTÉE RÉPOND-ELLE AUX BESOINS, EN TERMES DE RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ET DE CALENDRIER ?

Bellona préconise depuis longtemps une approche axée sur les pôles industriels quand il s'agit du captage du CO_2 et des infrastructures de transport et de stockage. La proposition du gouvernement français prévoit le transport du CO2 par bateau à partir des centres industriels. Il s'agit d'une stratégie judicieuse, et nous exhortons la France de jouer un rôle actif pour garantir l'égalité de traitement du CO_2 transporté jusqu'au stockage par le biais de plusieurs modes de transport.

Cependant, les volumes de captage de CO_2 envisagés dans la stratégie sont faibles par rapport au totale de CO_2 techniquement captable en France. Selon le service de cartographie du CO_2 CaptureMap, les sources ponctuelles de plus de 10 000 tonnes émettent au total plus de 90 millions de tonnes de CO_2 fossile et biogénique en France par an.



Source et illlustration : Endrava CaptureMap

C'est vrai que tout cela ne sera peut-être pas facile à capter et que certains émetteurs pourraient trouver d'autres moyens d'atténuer leurs émissions à moyen ou à long terme. Il apparaît néanmoins clairement que le potentiel de CSC en France est bien supérieur aux volumes envisagés par la stratégie à moyen terme (jusqu'à 15 millions de tonnes par an) et en 2050 (15 à 30 millions de tonnes par an). À moins qu'il n'existe un autre plan plus efficace pour décarboner ces émetteurs, ils devraient faire partie d'un programme de CSC à l'échelle nationale.

QUESTION 2 : COMMENT CALIBRER UN MÉCANISME DE CCFD POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX DE DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE, ET EN PARTICULIER DE DÉPLOIEMENT DE CCUS ?

La France a l'intention d'éliminer les gaz à effet de serre sur le territoire national d'ici à 2050. Toutefois, le seuil de 1,5 °C pourrait être franchi dès les années 2030. Un système de CCfD devrait donc éviter de sélectionner uniquement les «meilleurs» projets de CSC et les moins chers. Il devrait plutôt permettre au plus grand nombre possible d'émetteurs de réduire leurs émissions. Si l'État français a besoin de prioriser les fonds, nous nous référons à l'échelle CCS de Bellona et E3G – 'Assessing the value of CCS Applications in Europe'.

Bellona recommande d'ouvrir de grands appels CCfD qui peuvent cofinancer plusieurs

millions de tonnes par an de réductions d'émissions. Avec l'appel CCfD prévu en 2024, la France devrait viser à devenir un leader européen dans le domaine du CSC.

Le rapport de Bellona intitulé «Contract incentives for Industrial Carbon Capture» (2021) analyse des éléments politiques tels que le partage des risques, les taux de captage, le CCU, la valeur de démonstration, le coût de la réduction des émissions, les composantes et la durée des contrats, l'indexation sur les prix de l'énergie, le Mécanisme d›ajustement carbone aux frontières (MACF), les marchés des produits à faible teneur en carbone et les quotas gratuits dans le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE-UE). Une recommandation clé est que les incitations contractuelles soient basées sur la quantité de réduction des émissions de CO_2 par rapport à un fonctionnement continu sans capture. Elles ne devraient pas être basées sur la quantité de CO2 capturé, car cela pourrait fausser les incitations à l'efficacité et potentiellement fausser le choix du projet. Il est important de ne pas inciter à la production de CO_2 en en faisant un facteur de rémunération.

Les fonds publics devraient contribuer à réduire le risque d'investissement dans les projets de captage qui visent à stocker le CO_2 de manière permanente dans le sous-sol. Voir également notre réponse à la question 5 (utilisation du CO_2) ci-dessous.

QUESTION 3 : COMMENT SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DU CARBONE CAPTÉ AVEC UN PARTAGE ÉQUILIBRÉ DU RISQUE ENTRE L'ETAT, LES EXPLOITANTS DE L'INFRASTRUCTURE ET LES INDUSTRIELS ?

Nous partageons l'analyse du gouvernement français sur les enjeux d'un déploiement «désynchronisé» du captage, du transport et du stockage du CO_2. Des efforts de coordination sont déjà en cours au niveau de l'Union européenne. La France devrait participer à cette coordination et jouer un rôle actif au niveau européen pour développer et lancer un marché pour le CSC.

Du point de vue respectif de l'émetteur et des opérateurs de transport et de stockage, il existe une incertitude considérable découlant de ces échecs de coordination et d'un développement désynchronisé. Bellona recommande donc que les régions et les autorités nationales jouent également un rôle actif dans la coordination entre la demande et l'offre de captage, de transport et de stockage du CO_2. Les exemples ci-dessous montrent comment certains pays européens jouent un rôle dans le développement de l'infrastructure du CO_2.

L'État **danois** prend une participation de 20 % dans les licences de stockage de CO_2 qu'il octroie aux entreprises, afin que l'État puisse également participer aux bénéfices. En outre, Bellona estime que l'État doit jouer un rôle, car on considère l'infrastructure de CO_2 comme un bien public. Elle est tout simplement trop importante pour échouer ou être laissée entièrement aux opérateurs commerciaux, avec le risque de créer des monopoles naturels ou de maintenir des niveaux de prix artificiellement élevés et donc d'influencer négativement la concurrence.

Aux **Pays-Bas**, le gouvernement participe à tous les projets d'infrastructure de CSC à grande échelle tels qu'Aramis, Porthos et CO_2Next par l'intermédiaire des entreprises publiques Gasunie et Energie Beheer Nederland (EBN).

Les gouvernements **norvégien** et **allemand** étudient conjointement la possibilité d'un pipeline de CO_2 reliant l'Allemagne à la Norvège.

En **Belgique**, le gouvernement régional de **Flandre** rédige un décret sur le CO_2, qui introduit l›architecture de base de l›infrastructure du dioxyde de carbone dans la région flamande et définit ainsi les paramètres dans lesquels le marché du CC(U)S fonctionnera.

Question 4 : A quelles conditions le déploiement de stockage de CO_2 sur le territoire national vous semble-t-il pouvoir être envisagé ?

Bellona encourage tous les pays à cartographier, explorer et utiliser leur potentiel national de stockage de CO_2. Le développement du stockage du CO_2 en France contribuerait à la mise en place stratégique d'un marché et d'un réseau du CO2 à l'échelle de l'UE.

Pour l'absorption à court et moyen terme du CO2 des émetteurs français, la France devrait conclure des accords avec les pays qui prévoient de disposer d'une infrastructure de stockage du CO_2 avant 2030. Il s'agit notamment des Pays-Bas, de l'Italie, du Danemark, de la Norvège et du Royaume-Uni.

QUESTION 5 : QUELLE PLACE DONNER À LA VALORISATION DU CO_2 SELON VOUS ? QUELS USAGES PRIORISER POUR LE CO2 ?

Les politiques publiques ne devraient *pas* fournir de mécanismes de soutien au CCU, pour les raisons suivantes :

- L'objectif de la politique climatique est d'empêcher le CO_2 de pénétrer dans l'atmosphère. Le CO_2 contenu dans les produits (par exemple les carburants, les plastiques, le papier à cigarettes) est généralement émis pendant la phase d'utilisation du produit ou à la fin de sa vie. Voir également le Test de Compatibilité Net Zéro de Bellona.

- De nombreuses applications CCU nécessitent de grandes quantités d'électricité, qui doit être renouvelable pour garantir un impact bénéfique sur le climat. Dans le même temps, le développement des réseaux et de la production d'électricité renouvelable est encore trop lent en Europe. La consommation d'électricité renouvelable des CCU risque donc de concurrencer et de retarder l'électrification directe et sans carbone du chauffage, de l'industrie et du secteur des transports. Ce risque est similaire aux préoccupations exprimées par Bellona au sujet d'une augmentation prématurée de la production d'hydrogène à partir d'électricité renouvelable.

- En raison des limites floues du système et de la grande variété de produits potentiels avec des cycles de vie différents, il est souvent difficile d'identifier et de vérifier toutes les ressources utilisées et les émissions de CO_2 causées par le processus CCU. Il est donc difficile de créer des incitations normalisées pour la CCU. L'hétérogénéité et la complexité des produits créent des risques supplémentaires d'écoblanchiment.

- Le gouvernement français a l'intention de donner la priorité au CO_2 biogénique pour l'utilisation de carburants électroniques. Bellona recommande au gouvernement de donner la priorité au stockage permanent et géologique du CO2 biogénique, car il s'agit d'un moyen plus efficace de réduire les émissions totales.

- Une subvention des carburants synthétiques pourrait retarder les solutions sans carbone (hydrogène, batteries, ammoniac) dans des secteurs tels que l'aviation et le transport maritime à courte distance. Pour tout carburant synthétique, l'utilisation doit être très ciblée et l'évaluation des gaz à effet de serre doit toujours inclure les intrants énergétiques et la source de CO_2.

- Il existe déjà un marché commercial pour le CO_2 capturé, par exemple dans les boissons et la production de légumes en serre. Il n'est pas nécessaire de le subventionner. Les produits CCU qui ne réduisent pas significativement les émissions ne devraient pas être subventionnés par des fonds destinés à l'action climatique.

- Certaines applications du CCU, telles que la minéralisation, pourraient avoir des effets bénéfiques sur le climat. Mais le financement et l'attention des politiques publiques devraient aller au CSC, car il s'agit d'un moyen évolutif, vérifiable et réaliste de réduire rapidement les émissions.

CONTACT

Ariane Giraneza
Climate Policy Manager, Industrial Decarbonisation NL-BE-NRW
Bellona Europa

Téléphone
Mobile: +32 (0) 487 552 354

Sur Internet
Email: ariane@bellona.org
Site: bellona.org

Lina Strandvåg Nagell
Senior Manager Projects & EU Policy
Bellona Europa

Téléphone
Mobile: +32 (0) 489 638 843

Sur Internet
Email: lina@bellona.org
Site: www.bellona.org

Olav Øye
Senior Adviser for Climate and Industry
Bellona Foundation

Téléphone
Mobile: +47 (0) 462 81 210

Sur Internet
Email: olav@bellona.no
Site: www.bellona.no

Bellona Europa est une organisation indépendante à but non lucratif qui relève de front les défis environnementaux et climatiques. Nous sommes axés sur les résultats et adoptons une approche complète et transversale pour évaluer l'économie, les impacts climatiques et la faisabilité technique des solutions climatiques nécessaires. Pour ce faire, nous collaborons avec la société civile, le monde universitaire, les gouvernements et les industries polluantes.